

Communiqué  
16 avril 2026

## Climat : une nouvelle ambition économique pour la France

Rexecode publie un rapport pour une stratégie française de décarbonation plus efficace économiquement et climatiquement.

La crise énergétique déclenchée par la guerre en Ukraine, puis les tensions persistantes au Moyen-Orient, ont brutalement rappelé à quel point la dépendance aux énergies fossiles importées constitue un risque économique et géopolitique de premier ordre. Ces secousses répétées renforcent l'urgence d'une accélération de la transition énergétique, tout en soulignant les limites d'une approche qui définirait des objectifs climatiques sans les ancrer dans une stratégie économique cohérente.

C'est ce constat qui a conduit Rexecode à publier son Document de travail n° 102, Climat : une nouvelle ambition économique pour la France, rédigé par Raphaël Trotignon, directeur du pôle énergie et climat.

### Un cadre d'analyse à élargir

Le rapport rappelle d'abord que le bilan des trente dernières années est mitigé. Les émissions territoriales ont certes baissé de 33 % depuis 1990, grâce aux apports historiques de l'électricité nucléaire, à de forts gains d'efficacité énergétique en particulier dans l'industrie, et plus récemment au développement des énergies renouvelables. Mais elles ont aussi diminué sous l'effet de la désindustrialisation. Ainsi, les émissions importées nettes ont augmenté de 40 % sur la même période, si bien que l'empreinte carbone réelle de la France, et donc sa contribution aux émissions mondiales, n'a reculé que de 20 %. Ce résultat illustre les limites d'un raisonnement trop centré sur les émissions territoriales. Par ailleurs, en soutenant le déploiement des solutions bas-carbone sans donner une importance équivalente au développement d'une offre de production locale, la France et l'Europe ont contribué au succès des stratégies industrielles étrangères, en particulier chinoises, manquant ainsi la captation des bénéfices économiques de la transition.

La proposition de Stratégie nationale bas-carbone (SNBC 3) marque une évolution notable sur ces dimensions : elle intègre pour la première fois un objectif explicite de réduction de l'empreinte carbone, reconnaissant ainsi la nécessité d'aller au-delà du seul périmètre territorial. Le rapport de Rexecode montre que cette orientation mérite d'être prolongée et renforcée, en inscrivant pleinement la stratégie dans les mécanismes et contraintes macroéconomiques qui gouvernent les décisions des entreprises, des ménages et de l'État, ainsi que dans la dimension internationale des enjeux climatiques et industriels.

### Un mur d'investissement dont le coût est exponentiel

S'appuyant sur un chiffrage précis, le rapport établit que la trajectoire actuelle suppose un effort d'investissement supplémentaire de l'ordre de plus de 80 milliards d'euros par an, soit 2,5 à 3 % du PIB. Cette relation entre objectif visé et montant d'investissement nécessaire est structurellement exponentielle : le rapport documente pour la première fois cette non-linéarité, en montrant que les derniers 20 % de réduction d'émissions visés mobilisent autant de moyens que les premiers 80 %.

Or, cet effort se heurte à des contraintes simultanées pesant sur les trois acteurs de l'économie. Les ménages font face à des horizons de rentabilité longs (de quelques années pour les véhicules à près de vingt ans pour le logement) et à une asymétrie sociale marquée : les ménages ruraux et périurbains sont ceux à qui la transition demande les efforts les plus lourds. Les entreprises, dont les marges sont déjà comprimées par une pression fiscale, réglementaire et énergétique élevée, doivent parfois arbitrer entre investissements de décarbonation et autres investissements productifs. L'État, enfin, présente un déficit public dépassant 5 % du PIB et une dette à 115 % du PIB : ses marges de manœuvre sont épuisées.

### Une stratégie à trois piliers

Face à ce diagnostic, le rapport ne propose pas de renoncer à l'ambition climatique, mais de la reformuler autour de trois piliers complémentaires.

Le premier pilier est l'optimisation économique de la trajectoire : en concentrant l'effort sur les gisements à plus faible coût d'abattement, le besoin d'investissement supplémentaire peut être réduit de plus de moitié, moyennant une révision de l'objectif de réduction territoriale en 2050 qui n'affecte pas la contribution climatique mondiale de la France, grâce au troisième pilier.

Le deuxième pilier est la réindustrialisation bas-carbone : la France dispose d'atouts lui permettant de développer des productions domestiques bas-carbone en substitution des importations carbonées, réduisant son empreinte tout en renforçant sa compétitivité et en développant une offre de solutions aujourd'hui largement captée par la Chine. Cela suppose toutefois de lever les freins structurels à la réindustrialisation, dans trois registres complémentaires : l'allègement de la fiscalité pesant sur le travail et le capital productif, la simplification des procédures réglementaires et des délais d'autorisation, et le renforcement des dispositifs publics de soutien à l'investissement. Des premiers pas ont été accomplis, qu'il s'agisse des baisses d'impôts de production, de la loi industrie verte ou des crédits d'impôt à l'investissement, mais ces avancées restent insuffisantes au regard de l'urgence : l'ambition et le rythme doivent être sensiblement amplifiés.

Le troisième pilier est la mobilisation des mécanismes de projet internationaux, prévus par l'Accord de Paris, qui permettent de financer des réductions d'émissions là où elles sont accessibles à moindre coût, pour une contribution certifiée à l'étranger de l'ordre de 30 à 40 MtCO<sub>2</sub> par an d'ici 2050, créant ainsi des débouchés pour les industries françaises en démultipliant le bénéfice climatique de chaque euro investi.

### Une ambition climatique maintenue, pour un coût divisé par plus de deux

Cette approche élargie permet d'atteindre une contribution mondiale plus ambitieuse ou pour le moins équivalente à celle visée par la SNBC 3, pour un besoin d'investissement supplémentaire ramené à environ 35 milliards d'euros par an contre plus de 80 milliards dans le scénario actuel. Elle constitue, selon Rexecode, le fondement d'une stratégie climatiquement plus efficace, économiquement plus résiliente et politiquement plus acceptable.

Le rapport Climat : une nouvelle ambition économique pour la France (Document de travail n°102) est disponible sur le site de Rexecode.

#### Contact presse :

Raphaël Trotignon, Directeur du pôle énergie et climat - [rtrotignon@rexecode.fr](mailto:rtrotignon@rexecode.fr)

Denis Ferrand, Directeur général - [dferrand@rexecode.fr](mailto:dferrand@rexecode.fr)